

## La BCCI

Cette banque est fondée en 1972 au Pakistan par Haghan Hasan Abedi, un musulman chiite originaire d'Inde. Homme charismatique et ambitieux, Abedi souhaite créer une banque islamique internationale capable d'avoir pignon sur rue dans toutes les grandes places boursières. Pour ce faire, le banquier pakistanais va commencer par utiliser des prête-noms des 'pétromonarques' arabes et musulmans pour asseoir la crédibilité de sa banque et attirer des investisseurs de tous horizons.

Toutefois, les financiers du Moyen Orient et d'Asie centrale n'effectueront pas de dépôts réels dans la banque. Ils ne font que prêter de l'argent que l'habile banquier présente comme le fond de *capital départ* de son institution. L'argent prêté est cependant utilisé pour les investissements visant à élargir les activités de la BCCI. Les prêteurs ne sont nullement inquiets de cette utilisation frauduleuse de leurs dépôts. En effet, une clause leur garantie un remboursement intégrale des dépôts et cela, même en cas de liquidation de la banque. Ignorant la capitalisation fictive de la banque, les petits investisseurs, mis en confiance par la présence des pétromonarchies dans le capital de la BCCI, confient leur argent à Abedi.

La banque va placer et dépenser l'argent que ses nouveaux clients lui confient. C'est le début d'un terrible cercle vicieux : pour se développer, il faut trouver des capitaux, et pour exister, il faut maquiller l'absence totale de solvabilité d'autant plus que la banque ne dépend d'aucune banque centrale. Elle ne dispose donc d'aucun prêteur en dernier ressort. Ce besoin de liquidité mène la BCCI vers les réseaux du terrorisme (Abu Nidal), les besoins de blanchiment du grand banditisme (le Cartel de Medellin), les besoins des services secrets (du directeur de la CIA William Casey à ceux du Général Noriega)... La banque, véritable coquille vide, est peu regardante. Aussi, accepte t-elle volontiers des clients capables d'apporter de fortes sommes en liquides.

Les dirigeants de la BCCI comprennent que pour s'imposer, il leur faut une vitrine aux Etats-Unis. Aussi, décident-ils d'obtenir le soutien d'une banque américaine afin de pénétrer le marché US. Par l'intermédiaire d'un investissement de 2,5 millions de dollars dans le capital de la BCCI, la « Bank of America » devient détentrice de 25% du capital de la banque. Elle offre également une base de départ solide dans la place forte américaine. Cette même « Bank of America » est également actionnaire à hauteur de 20% de l' « International Bank of Yemen », dont l'un des autres actionnaires principaux n'est autre que Khalid bin Mafhouz, une des personnalités clefs du scandale de la BCCI et un des principaux financiers du terrorisme islamique (voir supra).

Les autres actionnaires principaux de la BCCI sont le Cheikh Zayed Bin Sultan Al Nahayan<sup>1</sup> et sa famille (Régnaant sur Abu Dhabi<sup>2</sup>), Kamal Adham<sup>3</sup> (Ancien chef des

---

<sup>1</sup> H. H. Abedi ouvre à Abu Dhabi une succursale, la « Bank of Credit and Commerce Emirates » (BCCE), pour y assurer la gestion financière des travailleurs pakistanais. Les liens entre le Pakistan et Abu Dabhi sont étroits. Le Pakistan est le premier état à reconnaître Abu Dhabi et à lui autoriser une ambassade.

services secrets saoudiens lorsque Bush Sr. en était le directeur de 1976 à 1977. Il est soupçonné d'avoir bénéficié d'un prêt de 300 millions de dollars de la BCCI), Faisal Al-Fulaij (Président de Kuwait Airways) et de nombreux souverains des Emirats Arabes Unis.

En 1976, la BCCI tente de racheter la « National Bank of Georgia ». Cependant, les accords passés avec la « Bank of America » rendent impossible une prise de participation de la BCCI sur le sol américain. Par ailleurs, la Bank of America soupçonne la BCCI de pratiques douteuses. Craignant pour son image, elle décide d'entamer une collaboration restreinte puis de rompre les liens. Des négociations s'engagent alors entre les deux établissements en vue d'une séparation. Les tractations débouchent sur la reprise de la participation de la Bank of America par la BCCI via l'entremise de l'homme d'affaire Gaith Pharaon - un proche du saoudien K. bin Mafhouz, auquel il cèdera sa participation dans la BCCI (1986). Les participations de la Bank of America sont rachetées 34 millions de dollars alors qu'elle n'avait investi que 2,5 millions de dollars.

A la même époque, la BCCI tente d'acheter la « Chelsea National Bank ». Les autorités américaines s'opposent à cette reprise : elles reprochent à la banque d'être enregistrée dans des pays dont les règles de contrôle sont insuffisantes. La BCCI décide alors d'utiliser Gaith Pharaon comme paravent pour la reprise d'un autre établissement : la « National Bank of Georgia ». La BCCI, dans sa logique d'expansion, se porte également acquéreur de la « Financial General Bankshares » (FGB). Pour ce faire, la banque établit une nouvelle entité, la « Credit and Commerce American Holdings » (CCAH) aux Antilles néerlandaises (1978). Celle-ci masque les activités de la BCCI auprès des autorités américaines. Après son rachat, la FGB est renommée la « First American Bank ».

Jack Stephens fait partie de financiers qui ont conseillé la BCCI comme potentiel repreneur de la FGB. Ce même J. Stephens serait à l'origine de l'intérêt de la « Union Bank of Switzerland » (USB) pour Harken, la société pétrolière des Bush<sup>4</sup>. Pourtant, la USB n'avait pas de raisons probantes de s'intéresser à Harken dont le profil ne correspondait pas aux intérêts habituels de la banque<sup>5</sup>. Fait notable, J. Stephens et la

---

<sup>2</sup> Mohamed Al Shorafa, milliardaire émirati, serait un confident de la famille Al Nahayan. Il aurait disposé de prêts à la BCCI et travaillé pour la CIA. Il a tenté de s'introduire en Algérie, par le biais de son entreprise « United Stern Group » (UEG). L'émirati, ami du président algérien Boutefas, n'aurait pas tenu ses engagements entraînant le scandale d'Oraison. Al Shorafa aurait par ailleurs introduit en Algérie une société turque, « Koutaïssi », connue pour être une caisse de financement de l'islamisme dure.

<sup>3</sup> <http://medintelligence.free.fr/arpetrole.htm#Sommaire> Le site précise que Ed Rogers, **directeur politique dans l'état major de la maison blanche de Bush Senior**, a suite à sa démission ouvert un cabinet d'avocat qui s'est chargé de suivre les intérêts de K. Adham lié au scandale de la BCCI. Un autre proche collaborateur de Bush Senior a travaillé pour des actionnaires de la BCCI. James Lace était **conseiller 'bénévole' en communication dans l'équipe de Bush Sr.** lors de sa dernière campagne électorale. Ce même Lace travaillait pour la famille Al Nahayan d'Abu Dhabi qui est fortement impliquée dans le scandale de la BCCI. (Complément de lecture sur le site [www.thedubyaireport.com](http://www.thedubyaireport.com))

<sup>4</sup> <http://www.realchange.org/bushjr.htm#insider>

<sup>5</sup> Une autre banque suisse a été concernée par les activités de la BCCI. La Banque de Commerce et de Placements (BCP) était une filiale de la BCCI, dirigée par Franz Meissen et Azizullah Caudry.

USB sont liés à la BCCI par l'intermédiaire de la « Banque de Commerce et Placements SA » (Suisse), dans laquelle la BCCI avait des parts. En outre, la société de J. Stephens, *Stephens, Inc.* était également présente dans le capital de Harken. La banque de Stephens, la *Worthern Bank of Little Rock* comptait parmi ses actionnaires le saoudien Bakhsh<sup>6</sup>.

En 1991, les autorités américaines découvrent que la CCAH avait obtenu un prêt de la BCCI pour financer le rachat de la FGB. Celui-ci avait été accordé par la « Banque Arabe et Internationale d'Investissement » étroitement liée à la BCCI. En outre, le prêt était garanti par une filiale de la BCCI aux îles Caïmans. Enfin, Un des actionnaires de la CCAH était Mashriq Corp, une des filiales de la BCCI... Notons que de 1980 à 1989, la BCCI avait accordé des prêts à la CCAH pour un montant de 856 millions de dollars.

La BCCI entame une restructuration à la fin des années 1990 et au début des années 1991. Trois bureaux sont ouverts à Londres, Abu Dhabi et à Hong Kong avec la bienveillance de la Bank of England dont le rôle est ambigu dans ce scandale financier. En effet, la banque anglaise a dissimulé des informations importantes à la Federal Reserve américaine alors que celle-ci lui avait demandé sa collaboration. Au même moment, John Major était *Prime Minister* du Royaume-Uni. Aussi n'est-il pas surprenant de le retrouver chez Carlyle en compagnie d'hommes dont les responsabilités passées les ont conduit à croiser le chemin de la BCCI.

Le 2 juillet 1991, les autorités de régulation américaines, anglaises, française et espagnole ainsi que les autorités administratives suisses et luxembourgeoises ont décidé la liquidation de la banque. Le 29 juillet de la même année, l'avocat général (district attorney) de New York a inculpé les principaux responsables de la banque pour fraude. La BCCI a été condamnée au versement d'une amende de 550 millions de dollars, peu de chose comparé au 12 milliards de dollars disparus.

Plus prêt de nous, en Suisse, au Luxembourg mais également en France, le scandale de la BCCI reste un dossier ouvert. Son ampleur en fait sans conteste l'affaire du siècle. Son intérêt c'est retrouvé relancé suite aux attentats du 11 septembre 2001. Les juges et les polices d'Europe attendent patiemment des pistes qui leur permettraient de découvrir les dessous du ce scandale. L'instruction du juge Van Runbeck contre Yeslam bin Laden semble aller dans ce sens.

---

<sup>6</sup> Article de Rick Wiles dans American Freedom News de September 2001: "Bush family's dirty little secret".